Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Direction générale de la forêt et des affaires rurales **Sous-direction des exploitations agricoles** **Bureau de l'installation** 78, rue de Varenne – 75 349 PARIS 07 sp Marie-Evangéline ROMEAS - tél : 01 49 55 57 75 Fax : 01 49 55 46 73	**CIRCULAIRE** **DGFAR/SDEA/C2006-5005** **Date: 27 février 2006**

Date de mise en application : immédiate
Référence : circulaire DEPSE/SDEA/C2000-7043 du 18 septembre 2000

Nombre d'annexes: 2

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

à

Madame et Messieurs les Préfets de région
Mesdames et Messieurs les Préfets de département

Objet : Préretraite.

Bases juridiques :
Règlement (CE) N°1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999.
Décret n° 98-311 du 23 avril 1998 relatif à la mise en œuvre d'une mesure de préretraite pour les agriculteurs en difficulté modifié en dernier lieu par le décret n°2006-158 du 13 février 2006.
Circulaire DEPSE/SDEA/C 2000 n° 7043 du 18 septembre 2000.

MOTS CLES : préretraite, procédure, certificat de conformité de la transmission.

Destinataires	
Pour exécution : - Mme et MM. les Préfets de région - Mmes et MM. les Préfets de département - Mmes et MM. Les Directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt - Mmes et MM. les Directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt - M. le Directeur général du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (C.N.A.S.E.A.) - M. le Président du Conseil d'administration de la caisse centrale de mutualité sociale agricole - Mmes et MM. les Présidents des conseils d'administration des caisses de mutualité sociale agricole	Pour information : - Administration centrale - M. le Président de la Fédération nationale des SAFER - M. le Contrôleur financier - Organisations professionnelles agricoles

La mesure de préretraite mise en place en 1998 pour les agriculteurs en difficultés économiques et/ou de santé a été prorogée par le décret n°2006-158 du 13 février 2006 jusqu'au 31 décembre 2006.

Pour bénéficier de la préretraite, les agriculteurs qui en font la demande et qui remplissent les conditions d'âge et d'exercice de l'activité agricole, devront cesser leur activité **au plus tard le 31 décembre 2006.** Cette disposition implique qu'ils s'engagent, dès le dépôt de leur dossier, à libérer les terres qu'ils exploitent, les bâtiments qu'ils utilisent et à vendre le cheptel qu'ils détiennent au plus tard à cette date.

Vous trouverez ci-après la fiche n° 6 de la circulaire DEPSE/SDEA/C2000-7043 modifiée précisant les nouvelles modalités d'instruction des dossiers de préretraite examinés par les commissions départementales d'orientation de l'agriculture (CDOA) en 2006.

Compte tenu de la clôture de la programmation communautaire issue du règlement (CE) n°1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 au 31 décembre 2006, de nouvelles dispositions doivent être mises en œuvre.

Ainsi, en 2006, l'ancienne procédure d'engagement juridique et comptable (décision conditionnelle, puis engagement comptable et décision définitive après la cessation d'activité) est remplacée par une procédure semblable à celle de la DJA : engagement comptable après avis de la CDOA et décision définitive, puis établissement d'un certificat de conformité de la transmission qui précisera la date d'effet du paiement de l'allocation.

Pour les dossiers agréés à titre conditionnel en 2005, l'ancienne procédure (fiche 6 de la circulaire DEPSE/SDEA/C2000-7043 du 18 septembre 2000) devra être respectée. Ils seront engagés comptablement préalablement à la décision juridique définitive sur les enveloppes de droits à engager «dettes 2005».

Il vous appartiendra de me saisir des difficultés d'application de cette instruction sous le présent timbre.

Le Directeur général de la forêt
et des affaires rurales

Alain MOULINIER

DGFAR *Bureau de l'installation* 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP	***PRÉRETRAITE*** Décret n° 98-311 du 23 avril 1998 modifié relatif à la mise en oeuvre d'une mesure de préretraite pour les agriculteurs en difficulté modifié	*Fiche n° **6***
☎ 01 49-55-**57 75** 🖷 01 49-55-**46 73**	***Montant de la préretraite et procédure d'attribution***	

Dans le cadre de la mission de service public pour laquelle elle est conventionnée avec le CNASEA, l'ODASEA doit apporter concours et conseil à l'exploitant. En particulier afin de faciliter le déroulement de la procédure et d'éviter des délais résultant de lacunes ou de difficultés dans le dossier, l'ODASEA doit s'assurer que le demandeur remplit les conditions pour bénéficier de l'allocation et vérifier que la destination envisagée pour les terres exploitées en faire-valoir direct ne soulève pas de problème au regard notamment du contrôle des structures. L'ODASEA informe également l'agriculteur du montant de la préretraite et des règles en matière de cumul d'aides. Elle attire, en outre, son attention sur les modalités réglementaires de la mesure et sur le contrôle qui est exercé, notamment pour les surfaces en couvert végétal, pour l'utilisation de la parcelle de subsistance ainsi que sur la destination des terres. L'ODASEA expose au candidat quelles sont les limites à la reprise d'une activité professionnelle non agricole et les risques financiers qu'il encourt en cas d'infraction à la réglementation.

❋

❋ ❋

La procédure d'attribution de l'allocation de préretraite comporte :

⇒ le dépôt de la demande par l'agriculteur, faisant apparaître sa situation personnelle, la description de son exploitation et de ses difficultés économiques ou de ses problèmes de santé, ainsi que la destination des terres (faire valoir direct et faire valoir indirect), des bâtiments et du cheptel,

⇒ l'instruction du dossier par le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

⇒ l'examen des difficultés de l'exploitation et du projet de cession par la commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA) et l'établissement de la décision préfectorale d'attribution de la préretraite,

⇒ le certificat de conformité de la transmission établi par le DDAF après communication par le demandeur des actes et factures justifiant de sa cessation complète d'activité.

1 - **<u>Dépôt de la demande de préretraite</u>** :

Pour demander le bénéfice de l'allocation de préretraite, l'agriculteur dépose les imprimés de demande auprès de l'ODASEA de façon à ce que ses cessions puissent être réalisées au plus tard le 31 décembre 2006.

⇒ l'agriculteur peut déposer sa demande de préretraite dès 54 ans et 9 mois ;

⇒ **ce dépôt intervient préalablement à toute cession de terres** à l'exception éventuelle des 15 % autorisés (article 2-4° du décret) ;

⇒ l'agriculteur doit fournir une copie de sa carte d'identité et une attestation de sa caisse de mutualité sociale agricole précisant les périodes de son affiliation au régime de protection sociale des non salariés agricoles et, s'il y a lieu, celles de son conjoint ;

⇒ l'agriculteur communique son dernier avis d'imposition ou de non imposition, la notification de ses droits à produire au 1er janvier de l'année du dépôt de sa demande ;

⇒ à ce stade, l'agriculteur renseigne, dans les imprimés correspondants, les rubriques (parties blanches) fournissant les indications nécessaires pour la première phase : situation personnelle, description de l'exploitation (avec la description des terres exploitées en faire-valoir direct et en fermage ainsi que du cheptel) de ses difficultés (revenus, endettement notamment), de son projet de règlement du passif et de son projet de cession. Il fournit le justificatif de son invalidité aux 2/3 ou tout document établi par la caisse de mutualité sociale agricole, attestant qu'il est atteint d'une affection mentionnée à l'article L 324-1 du code de la sécurité sociale ;

⇒ en signant, ainsi que son conjoint, cet imprimé, le demandeur s'engage à respecter les conditions rappelées dans l'imprimé et la notice ;

⇒ l'ODASEA enregistre la demande et y appose une date de dépôt. Elle remet alors à l'intéressé un double de la demande, du projet de transfert et des engagements auxquels il souscrit.
Le demandeur doit être informé à ce stade qu'il doit effectuer les cessions de ses terres, bâtiments d'exploitation et cheptel **au plus tard le 31 décembre 2006.** Il lui est donc conseillé de déposer son dossier après avoir examiné la possibilité de trouver un ou des repreneurs dans ce délai et de régler ses dettes.

2 - <u>Instruction de la demande</u> :

2-1- <u>Vérifications effectuées par l'ODASEA</u>

L'ODASEA vérifie l'exactitude des renseignements fournis par le demandeur et s'assure qu'il a fourni les pièces nécessaires à ce stade : copie de la carte d'identité, relevé(s) parcellaire(s) de l'exploitation (ou déclaration PAC si celle-ci comprend toutes les terres de l'exploitation), attestation de la MSA ou de la caisse générale de sécurité sociale précisant les périodes d'affiliation du demandeur, et, s'il y a lieu, de son conjoint, dernier avis d'imposition ou de non imposition.

Au cas où l'ODASEA observe que l'une des conditions relatives à la situation personnelle du demandeur (notamment durée d'activité, qualité d'agriculteur à titre principal) ou, à son exploitation (dimension minimale notamment) n'est pas remplie, l'ODASEA doit en informer immédiatement le demandeur.

L'attention du demandeur doit être appelée sur sa situation au regard de son (ou de ses) régime(s) de retraite(s) après son soixantième anniversaire, pour qu'il soit informé des conséquences de son abandon d'activité agricole sur sa (ou ses) pension(s).

2-2 - Instruction par la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF) :

Avant de soumettre, pour avis, le dossier à la CDOA, la DDAF s'assure que tous les renseignements et pièces nécessaires à l'examen de la situation du demandeur, de son exploitation et de la transmission de celle-ci ont été fournis.

a) - Avis de la section "agriculteurs en difficulté" de la CDOA :

La DDAF détermine après avis de la CDOA, des critères d'appréciation des difficultés économiques justifiant la cessation d'activité des demandeurs et des priorités en fonction de l'intérêt des projets de restructuration envisagée.

Sur la base de ces critères et priorités, la section "agriculteurs en difficulté" de la CDOA

- ◊ examine la situation de l'exploitation au regard de son endettement et de son revenu annuel, et se prononce sur la non viabilité et l'impossibilité de redressement de l'entreprise ;

- ◊ ou elle constate que la poursuite de l'activité agricole par le demandeur est rendue impossible, en raison de son incapacité (invalidité aux 2/3 ou affection de longue durée ou incapacité sociale) à assurer le bon fonctionnement de son exploitation.

Dans la mesure où le diagnostic conduit l'instance départementale à engager le demandeur à cesser son activité professionnelle, la CDOA doit émettre un avis sur le projet de cession établi par l'agriculteur.

b) - Avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture sur le projet de cession :

La Direction départementale de l'agriculture et de la forêt vérifie le projet de restructuration des terres exploitées en faire-valoir direct et indirect libérées par le candidat à la préretraite. Elle s'assure que les repreneurs ont introduit en temps voulu les demandes nécessaires notamment quant à la constitution de leur éventuelle étude prévisionnelle d'installation ou demande d'autorisation d'exploiter au titre du contrôle des structures.

Le projet de cession est soumis pour avis à la CDOA qui se prononce concomitamment, s'il y a lieu, sur le projet d'installation et sur l'autorisation d'exploiter du repreneur.

En cas de cession de bâtiments hors-sol, la DDAF vérifie que la réglementation relative aux établissements classés est respectée par le repreneur.

La Direction départementale de l'agriculture et de la forêt étudie les demandes de vente à la SAFER, de boisement ou d'implantation de couvert végétal non productif, en tenant compte des situations locales et de l'état des demandes de reprise. En cas de boisement, le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt doit vérifier que les conditions et procédures réglementaires ont été suivies par le demandeur.

Pour le boisement et l'autorisation d'implanter un couvert végétal non productif, une demande spécifique sur un imprimé type fourni par le CNASEA est déposée en même temps que la demande de préretraite, les conditions de délai et de publicité prévues à l'article 9 étant respectées, selon les modalités suivantes :

- * une première publicité foncière doit être faite dans un journal habilité par le Préfet ;

- * un mois après cette date, en l'absence de repreneur agricole, le boisement des terres ou leur apport à un groupement forestier est envisageable ;

- * le couvert végétal non productif peut être autorisé après une deuxième opération de publicité foncière.

c) - Décision d'octroi de la préretraite:

S'il est constaté que le demandeur connaît des difficultés justifiant sa cessation d'activité, qu'il remplit les conditions personnelles d'octroi de la préretraite et que son projet de cession est conforme aux objectifs de restructuration fixés au plan départemental, le Préfet accepte **à titre définitif** la demande de préretraite. Cette décision définitive est arrêtée et notifiée au demandeur. Il lui est précisé qu'il doit cesser son activité **au plus tard le 31 décembre 2006** et transmettre à l'ODASEA le ou les actes de cession de ses terres, bâtiments et cheptel, la résiliation de ses baux ainsi que les actes de transfert des terres exploitées en fermage, lorsqu'elles sont cédées dans le cadre du projet de restructuration.

En cas de refus, la décision préfectorale doit comporter les motifs de celui-ci.

Par ailleurs, pour les agriculteurs en difficultés économiques, il apparaît opportun que le demandeur établisse un relevé le plus précis possible de son endettement et qu'un plan d'apurement de ce passif soit examiné le plus rapidement possible avec les créanciers, afin que le règlement des dettes soit en cohérence avec la cessation d'activité.

Préalablement à l'engagement juridique, il appartient au DDAF d'adresser au Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) une demande d'engagement comptable portant sur la durée globale de la préretraite avec une date d'effet prévisionnelle.

3. - Établissement du dossier complet :

Après réception de la décision préfectorale d'acceptation de la préretraite, l'exploitant doit réaliser **au plus tard le 31 décembre 2006** la cession de ses terres, bâtiments d'exploitation et cheptel prévue dans sa demande et selon les modalités rappelées à la fiche n° 2.

Le demandeur doit communiquer à l'ODASEA :

- tous les actes de cession (baux, conventions de mise à disposition, etc ...) des terres qu'il exploitait en faire valoir direct, des bâtiments (biens propres), et les factures de vente de son cheptel.

- pour les terres et bâtiments hors-sol en fermage, le candidat apporte la preuve de la résiliation de ses baux ou une attestation conjointe signée par le bailleur et par le preneur, ainsi que les actes de cession lorsque les terres et bâtiments sont cédés dans le cadre de la restructuration. Cette résiliation doit prendre effet au plus tard **le 31 décembre 2006**.

- les engagements des repreneurs d'exploiter les terres libérées par le préretraité établis pour une durée minimale de 5 ans.

L'ODASEA vérifie que la destination des terres, bâtiments et équipements fixes d'exploitation est bien conforme au projet validé par la CDOA compte tenu de l'ensemble des actes de cession. Elle s'assure de la vente du cheptel (à partir des factures), et propose une date d'effet de l'allocation en tenant compte des éléments suivants :

3-1- Les terres exploitées en faire-valoir direct :

Conformément à l'article 12 du décret n°98-311 du 23 avril 1998 modifié, les terres exploitées en faire-valoir direct par le demandeur de la préretraite doivent faire l'objet d'un bail à long terme ou bail à ferme, d'une donation-partage, d'une convention de mise à disposition à la SAFER ou bien d'une vente à la SAFER.

Il convient de souligner qu'aucun bail verbal n'est accepté.

D'une façon générale, la date du dernier des actes de transfert permet de fixer la date d'effet de la préretraite, le cheptel devant être vendu avant la cession du foncier.

La date d'effet de la préretraite est fixée, selon les cas, en tenant compte des éléments suivants :

a) Baux sous seing privé : l'enregistrement n'étant plus obligatoire, il vous appartient de fixer la date d'effet de la préretraite le 1er jour du mois qui suit la date de signature ou la date d'effet du bail (la plus tardive).

En cas d'enregistrement du bail sous seing privé, la date de l'enregistrement n'est pas prise en compte pour fixer la date d'effet de la préretraite.

b) Baux ou donations-partages par acte authentique (acte notarié) : la date d'effet de la préretraite est fixée le 1er jour du mois qui suit la signature de l'acte notarié ou la date d'effet du bail (la plus tardive) .

c) Cessions par l'intermédiaire de la SAFER :

- Vente à la SAFER : la date d'effet de la préretraite est fixée le 1er jour du mois qui suit la signature de l'acte de vente à la SAFER ;

- Convention de mise à disposition à la SAFER : la date d'effet de la préretraite est fixée le 1er jour du mois qui suit la signature de la convention de mise à disposition à la SAFER.

d) Désaffectation d'un bâtiment hors-sol : si le candidat à la préretraite ne dispose que d'un bâtiment hors sol devant être désaffecté, la date d'effet de la préretraite doit être fixée le 1er jour du mois qui suit la date de l'autorisation préfectorale de désaffectation.

Si la restructuration de l'exploitation ne relève pas d'un des quatre cas précisés ci-dessus, vous tiendrez compte, le cas échéant, de la date de radiation du cédant par la MSA pour fixer la date d'effet de la préretraite.

Au cas où le demandeur de la préretraite ne trouve pas de repreneur, il peut mettre en place un couvert végétal. La date d'effet de la préretraite est alors fixée le 1er jour du mois qui suit l'autorisation de couvert végétal accordée par le préfet.

3-2 Les terres exploitées en faire-valoir indirect

Conformément à l'article 10 du décret du 23 avril 1998 modifié précité, les terres exploitées en faire-valoir indirect doivent faire l'objet d'une résiliation de bail par le demandeur preneur dans les conditions prévues au livre IV du code rural sous réserve du III de l'article 9 de la loi du 31 décembre 1991 modifié ou d'une cession de bail à un descendant conformément à l'article L.411-35 du code rural.

Le candidat à la préretraite doit envoyer une lettre recommandée avec accusé de réception à son propriétaire pour résilier son bail. La date d'effet de la préretraite peut être alors fixée le 1er jour du mois qui suit la date de l'accusé de réception de la lettre.

4. Certificat de conformité de la transmission :

4-1- La transmission est conforme.

Au vu du dossier complet constitué par le demandeur, la DDAF vérifie les actes de transfert des terres et bâtiments et les factures de vente du cheptel (l'ensemble des transferts devant être effectif au plus tard le 31 décembre 2006), arrête la date d'effet de la préretraite et établit le certificat de conformité de la transmission. Ce document pourra être élaboré en 2007.

En fonction de la date d'effet effective de l'allocation, le préfet révise, s'il y a lieu, l'engagement comptable du dossier sur la base du nouveau montant payé à l'agriculteur.

La DDAF notifie la date d'effet de l'allocation au bénéficiaire, et lui transmet le certificat de conformité ainsi qu'à la délégation régionale du CNASEA en vue du paiement de l'allocation.

4-2 La transmission n'est pas conforme.

Si l'agriculteur n'a pas respecté le projet de cession agréé par la CDOA ou s'il n'a pas cessé son activité au plus tard le 31 décembre 2006, le préfet annule sa décision d'octroi de la préretraite. Cette décision doit être motivée et notifiée au demandeur par lettre recommandée. Il est procédé au **désengagement comptable** du dossier.

5. - Mise en oeuvre du cofinancement communautaire :

Le DDAF établit le certificat d'éligibilité au cofinancement communautaire dès lors que le dossier de préretraite est conforme aux prescriptions réglementaires et que les cessions ont été réalisées en vue de l'agrandissement d'autres exploitations améliorant ainsi la viabilité économique de la nouvelle exploitation restructurée.

5-1 - Cofinancement en cas de transmission de terres exploitées en faire valoir direct :

De manière générale, le certificat d'éligibilité au cofinancement communautaire doit être établi dès lors que le dossier de préretraite est conforme aux prescriptions réglementaires et transmis au délégué régional du CNASEA. Les règles de cofinancement varient en fonction de la qualité du repreneur :

- lorsque la cession est faite à un repreneur installé depuis plus de 5 ans ou qui a bénéficié des aides à l'installation qui s'agrandit, le dossier est cofinançable dès la date d'effet de la préretraite.

- lorsque la cession est faite à un jeune agriculteur qui s'installe individuellement ou en société, le cofinancement prend effet le 1er jour du mois qui suit la date d'installation, attestée par le certificat de conformité à l'installation.

- en cas de vente à la SAFER, l'effet restructurant des interventions de la SAFER rend les dossiers éligibles au cofinancement dès la date d'effet de la préretraite.

- en cas de convention de mise à disposition à la SAFER, le cofinancement dépend de la qualité du repreneur à qui les terres sont rétrocédées par la SAFER. Si la SAFER conclut un bail pour une durée limité avec un repreneur non éligible dans l'attente de l'installation d'un jeune agriculteur, il vous appartiendra d'établir le certificat de cofinancement au premier jour du mois qui suit la signature de l'acte de cession avec le jeune agriculteur.

- en cas de liquidation judiciaire, le cofinancement est immédiat.

5-2 - Cofinancement en cas de transmission de terres exploitées en faire valoir indirect :

Le fermier n'étant pas maître de la destination des terres, il n'est pas possible réglementairement de lui refuser la préretraite s'il remplit toutes les conditions personnelles requises par la réglementation et s'il peut prouver la résiliation du bail.

Il vous appartient de vérifier la destination des terres qui, lorsqu'elle est connue, permet le cofinancement du dossier selon la catégorie du repreneur. Le cofinancement du dossier peut donc être fait a posteriori.

Si plus de 15 % des terres exploitées en faire valoir indirect ne répondent pas aux conditions de restructuration définies pas la réglementation ou si le repreneur n'est pas connu, le dossier de préretraite n'est pas cofinancé par le FEOGA-garantie.

6. - Versement :

L'allocation de préretraite d'un montant de 5 500 € est servie par le CNASEA à compter de la date de la cessation totale d'activité du demandeur. L'allocation est versée en quatre fractions, par trimestre civil à terme échu, jusqu'au 60ème anniversaire du bénéficiaire.

MODELE DE DECISION

ALLOCATION DE PRERETRAITE

Le Préfet de
.....

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du 17 mai 1999 ;
Vu le Décret n° 98-311 du 23 avril 1998 relatif à la mise en oeuvre d'une mesure de préretraite pour les agriculteurs en difficulté, modifié en dernier lieu par le décret n°2006-158 du 13 février 2006 ;
Vu la circulaire DEPSE/SDEA C2000-7043 du 18 septembre 2000 modifiée par la circulaire n°.....
du.....
Vu la demande présentée par Monsieur **.....**
domicilié à
.....,
Vu l'avis de la section "agriculteurs en difficulté" de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du ....., l'avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture sur la restructuration du..... et après vérification du dossier complet ;
Vu l'engagement comptable n° du
Vu la délégation de signature accordée au Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt par le Préfet de .....par arrêté n° .....du ..... ;
Sur proposition du Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

DECIDE

Article 1er - Le bénéfice de la préretraite est accordé à :
M. ..... , domicilié à .....
……..,
à compter de la date prévisionnelle suivante : 1er …… 2006.. , pour un montant annuel de 5500 €.

Article 2 –M bénéficiera de l'allocation de préretraite à compter de cette date prévisionnelle qui devra être justifiée par les actes de cession de son exploitation et les factures de vente du cheptel. La transmission devra être effective au plus tard le 31 décembre 2006.

Article 3 - M..... conservera le statut de préretraité jusqu'à son 60ème anniversaire afin de bénéficier de la couverture sociale et de l'acquisition de points de retraite à titre gratuit.

Article .4 - Le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le Directeur général du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à ..... le .....20..

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Cette décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente notification, :

- soit par recours devant le tribunal administratif de ..... …….....,
- soit par recours hiérarchique auprès du ministère de l'agriculture et de la pêche.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

CTR

Identification dossier :

Département de

Date de signature du CTR

PRÉRETRAITE
CERTIFICAT DE CONFORMITE

Le préfet du département «Département»

Vu le règlement 1257/1999 du 17 mai 1999 de la commission européenne,

Vu le décret n°98-311 du 23 avril 1998 modifié relatif à la mise en œuvre d'une mesure de préretraite pour les agriculteurs en difficulté modifié en dernier lieu par le décret n°2006-158 du 13 février 2006,

Vu l'arrêté préfectoral du portant délégation de signature au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Vu la décision d'octroi du 2006 attribuant la préretraite à :

Madame, Mademoiselle, Monsieur «PrenomNom»
«Adresse1Dem»
«Adresse2Dem»
«Adresse3Dem»
«CodePostalDem» «VilleDem»

Vu l'engagement comptable « n° d'engagement comptable » du « date »,

Vu les pièces justificatives produites par le bénéficiaire et sur avis de l'organisme instructeur,

CERTIFIE ET ATTESTE

Article 1 :

Que la transmission de l'exploitation de Madame, Mademoiselle, Monsieur «PrenomNom» est effective depuis la « dernière date de cession » et est conforme au projet agréé le « date d'octroi de la préretraite ».

Article 2 :

Que l'allocation prend effet à compter du "1er jour du mois qui suit le dernier acte de cession, ou la dernière facture de vente du cheptel", soit le .

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Département de

CTR

Identification dossier :
Date de signature du CTR

A compter de cette date "M……." s'engage à :

- se soumettre à tout contrôle sur place, sur pièces, communautaire, et national, pendant la durée des engagements, soit 5 ans à partir de la date d'effet de l'allocation et avant l'âge de 60 ans ;
- rembourser, conformément à l'article 21 du décret précité, le montant des aides attribuées en cas de non-respect de l'un des engagements signés lors de la constitution de son dossier.

Le versement de la préretraite sera effectué par le CNASEA dans un délai de 4 mois. Le paiement de la préretraite intervient à terme échu trimestriellement.

Fait à «Ville», le

La préretraite est cofinancée par l'Etat et l'Union Européenne.

Conformément à la loi 78.17 du 16 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous avez droit d'accès et rectification des données vous concernant en vous adressant à la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

La présente notification peut être contestée pour des motifs réglementaires en déposant, justificatifs à l'appui : soit un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'Agriculture (ce recours est interruptif du délai de recours contentieux s'il est déposé dans les deux mois à compter de la date de la présente notification), soit un recours contentieux devant le tribunal administratif dans les deux mois à compter de la date de la présente notification.

Destinataires : intéressé, CNASEA, ADASEA.